Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES
DU MERCREDI 8 FEVRIER 2017

Félix Prosper Basse : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités des Composantes de la MONUSCO :

Droits de l'Homme

A Bukavu, le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme a organisé du lundi 6 au mardi 7 février 2017, un atelier de renforcement de capacités au profit des représentants des organisations de défense des droits de l'Homme, et des membres de la société civile de la province du Sud-Kivu.

L'atelier a porté sur « les mécanismes de protection des droits de l'Homme et libertés publiques en période électorale », et a permis de passer en revue les notions concernant le cadre juridique des droits de l'Homme dans le processus électoral. Il a en outre abordé le monitoring et la documentation des manifestations publiques en période électorale, mais aussi la problématique des défenseurs des droits de l'Homme face aux actes de représailles, sans oublier l'analyse de l'équation du risque en matière des droits de l'Homme.

Affaires civiles :

La section des Affaires civiles de la MONUSCO en partenariat avec la société civile de Béni a organisé, le jeudi 2 février 2017, une séance de sensibilisation sur le processus de renouvellement du fichier électoral en cours en RDC.

L'objectif était de former les acteurs politico-administratifs et les membres de la société civile afin qu'ils poursuivent les efforts de mobilisation en faveur du processus d'identification et d'enrôlement des électeurs.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Point sur le soutien des Nations Unies aux opérations de révision du fichier électoral en République démocratique du Congo :

Le soutien des Nations Unies à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) se poursuit dans le cadre des opérations de révision du fichier électoral.

Les Nations Unies, et notamment la MONUSCO, sont plus particulièrement chargées d'assurer le transport aérien du matériel de révision du fichier électoral depuis Kinshasa vers 16 hubs (ce qui représente 2 410 tonnes) et 104 antennes particulièrement difficiles d'accès (ce qui représente 1 904 tonnes), soit environ un peu moins de la moitié des antennes.

A ce jour, la MONUSCO a déployé l'intégralité des équipements mis à sa disposition par la CENI à Bukavu, Bunia, Gemena, Kalemie, Kamina, Lubumbashi et Mbandaka. A Dungu, Isiro, Kananga, Kisangani, Kindu et Mbuji Mayi, tous les équipements ont été livrés à l'exception de générateurs qui sont en cours d'acheminement vers la République démocratique du Congo.
Au total, ce sont donc 1 800 tonnes de matériel électoral composé de kits bureautiques, kits d'enregistrement, cartes d'électeurs et générateurs qui ont déjà été transportés par des avions cargos Iliouchine 76 et C-130 Hercules de la MONUSCO, soit près de 120 vols.
Par ailleurs 16 hélicoptères MI-8 ont déjà effectué près de 200 rotations entre les hubs et les antennes afin de livrer le matériel dans des zones difficiles d'accès.

Deux de ces hélicoptères viennent d'être déployés à Bandundu-ville afin de faciliter le déploiement du matériel dans cette zone qui appartient à l'aire opérationnelle numéro 4 dans laquelle les opérations vont commencer dans les prochains jours.

Les Nations Unies mettent également à la disposition de la CENI des entrepôts de stockage ainsi que des équipes et matériels de manutention pour les opérations aéroportuaires à Kinshasa et dans les provinces.

Pour rappel, le soutien de l'Organisation des Nations Unies au processus électoral est décrit dans la Résolution 2277 du Conseil de sécurité. Il s'agit d'apporter une assistance technique et un soutien logistique aux opérations de révision du fichier électoral actuellement en cours.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Activités de l'Equipe-pays

Participation des femmes aux processus politiques et de paix dans la région des Grands Lacs :

Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs a organisé des journées portes ouvertes sur la résolution 1325 du Conseil de Sécurité, à Goma du 31 janvier au 2 février 2017, avec le soutien de la MONUSCO et ONU-Femmes.

L'événement a réuni 30 femmes leaders de cinq pays de la région des Grands Lacs, à savoir le Burundi, la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda, le Soudan du Sud et l'Ouganda, ainsi que les Ministres et responsables en charge du genre des pays concernés ainsi que des représentants des Nations Unies (ONU), de l'Union africaine (UA) et de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL).
Ces journées portes ouvertes, organisées dans le cadre de la plateforme des femmes pour l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région ont abouti à l'élaboration des recommandations suivantes à l'intention des dirigeants des pays et organisations de la région :

- Aux signataires de l'Accord-cadre : appuyer financièrement et techniquement le Forum régional des femmes de la CIRGL et la mise en œuvre de son plan stratégique 2017-2018, et garantir la participation des femmes aux réunions du Comité d'Appui Technique et du Mécanisme Régional de Suivi de l'Accord-cadre.
- Aux Ministres en charge du Genre et aux organisations régionales et internationales : mobiliser et allouer davantage de ressources techniques et financières en faveur du renforcement des capacités des femmes pour leur permettre de participer efficacement aux processus politiques et de paix, y compris dans leurs efforts de médiation et de plaidoyer.
- A l'UA, la CIRGL, SADC et aux Pays signataires de l'Accord-cadre : œuvrer en faveur d'une mise en œuvre effective des politiques régionales et continentales, notamment le plan d'action régional de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Protocole de Maputo, la politique Genre de l'UA, afin d'assurer une participation effective des femmes dans les processus de médiation, de négociation et de gestion de conflits, y compris à travers la mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation de ces politiques.

Le Gouvernement congolais et la FAO s'engagent à assurer une gestion durable et responsable des forêts de Miombo en RD Congo :

Assurer la protection et la gestion durable et responsable des forêts de Miombo (sud-est de l'ancienne province du Katanga), tel est l'objectif du projet « Gestion communautaire et participative des forêts de Miombo », lancé le mercredi 1er février 2017 à Lubumbashi.

En effet, l'exploitation irrationnelle des forêts dégrade les écosystèmes, réduit la disponibilité en eau et restreint l'offre de bois de chauffe, autant de facteurs qui compromettent la sécurité alimentaire, particulièrement celle des populations pauvres.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à hauteur de plus de 5 millions de dollars, ce projet, qui sera exécuté pendant quatre ans par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), est une réponse à la requête du Gouvernement congolais qui s'est engagé à lutter contre la déforestation des forêts en général et particulièrement des forêts de Miombo.

Il aidera les différentes communautés à renverser cette tendance alarmante selon laquelle une surface forestière de la taille d'un terrain de football est détruite toutes les deux secondes. La déforestation détruit le cadre de la vie de millions de personnes et met en danger des milliers d'espèces végétales et animales. Il convient de signaler aussi que la déforestation est responsable de 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Le Secrétaire général des Nations Unies voit en l'Afrique un continent plein d'espoir :

De retour du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba où il a effectué sa première grande mission en tant que Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres a publié une tribune dans laquelle il indique voir en l'Afrique « un continent à l'énorme potentiel, plein d'espoir et de promesses. »

Il indique compter « tirer parti de ces points forts et mettre en place un cadre de coopération plus ambitieux entre l'Organisation des Nations Unies et les dirigeants et peuples de l'Afrique. C'est indispensable pour permettre un développement durable sans exclusive et approfondir la collaboration dans les domaines de la paix et de la sécurité. »

Le Secrétaire général rappelle que « les pays d'Afrique font partie de ceux qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés et qui se montrent les plus généreux. »

Selon lui, « l'Organisation des Nations Unies est résolue à travailler aux côtés de ses partenaires à chaque fois qu'un conflit ou la menace d'un conflit viennent hypothéquer la stabilité et le bien-être des populations. Toutefois les efforts de prévention ne doivent pas rester circonscrits aux conflits. C'est le développement durable sans exclusive qui offre le moyen de prévention le plus efficace et le chemin le plus sûr vers une paix durable. »
« Il est possible d'améliorer plus rapidement la situation en offrant des possibilités aux jeunes et en leur redonnant espoir. Plus de trois Africains sur cinq sont âgés de moins de 35 ans. Pour tirer pleinement parti de l'énorme potentiel que cela représente, il faut investir davantage dans l'éducation, la formation et le travail décent et convaincre les jeunes de prendre leur avenir en main. »

« Nous devons aussi faire tout notre possible pour permettre aux femmes de jouer pleinement un rôle en faveur du développement durable et de la paix durable. »
Le Secrétaire général conclut son propos en précisant qu'il « ne doute pas que l'on puisse parvenir à un développement durable sans exclusive, qui offrirait aussi la meilleure arme pour empêcher les conflits et les souffrances, en permettant à l'Afrique de rayonner encore plus et d'inspirer le monde entier. »

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Situation dans le Tanganyika toujours inquiétante :

Dans la Province du Tanganyika, la situation humanitaire reste très préoccupante comme l'illustrent les statistiques officielles qui font état de plus de 530 000 personnes déplacées internes enregistrées depuis l'année 2015, dont près de 70 % depuis le mois de juillet dernier.

Depuis juillet, plus de 400 villages ont été incendiés et plus de 100 personnes ont été victimes de violences sexuelles dans les territoires de Kabalo, Kalemie, Manono, Moba et Nyunzu, des chiffres qui ne traduisent qu'une partie de la situation.

Du 23 au 28 janvier 2017, le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) a conduit une mission d'évaluation humanitaire dans les territoires de Manono dans la province du Tanganyika, et de Mitwaba et Pweto dans le Haut-Katanga pour évaluer les besoins des déplacés et coordonner la réponse humanitaire entre les deux provinces.

Jusqu'à présent, la tendance est toujours au déplacement cyclique conditionné par l'insécurité qui persiste dans les milieux d'origine. Plus de la moitié des déplacés se trouvent dans des familles d'accueil tandis que certains logent dans des écoles. L'agriculture est un des secteurs les plus touchés par les violences. Au moins 6 millions de dollars américains sont requis pour assurer, d'ici la fin avril 2017, l'assistance en vivres à plus de 280 000 personnes affectées par les conflits intercommunautaires dans les cinq territoires de Kabalo, Kalemie, Manono, Moba et Nyunzu.

Les acteurs humanitaires sont à pied d'œuvre à l'image d'ACTED et de Première urgence international qui sont présents dans les territoires de Manono (ACTED) et Kiambi (PUI). De nouvelles organisations telles que l'ONG OXFAM financé par le Royaume-Uni viennent appuyer la réponse aux besoins humanitaires des déplacés en complément aux efforts d'autres mécanismes de financement comme le Fonds humanitaire RDC et l'organisme européen ECHO ; d'autres acteurs tels qu'AVSI et IRC sont également actifs dans les domaines de la santé dans la ville de Kalemie.

Plus de 2 millions de personnes déplacées internes en RDC :

Au 31 décembre 2016, la République démocratique du Congo comptait plus de 2,2 millions de personnes déplacées internes dont 52 % sont des femmes et des jeunes filles.

Près de 90 % des déplacements sont liés aux violences armés. Avec 40 % de personnes déplacées, le Nord-Kivu est la province la plus affectée. A travers l'est du pays, les familles d'accueil constituent la première source d'hébergement, sauf dans le Tanganyika où les tensions communautaires poussent les personnes déplacées à opter pour des sites improvisés.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

OCHA et ONU Femmes signent un plan d'action conjoint sur l'intégration du genre dans la stratégie et le plan d'action humanitaire :

Jeudi 2 février 2017, le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) et ONU-Femmes ont signé un plan d'action conjoint spécifique à la RDC sur la question du genre dans la réponse à la crise humanitaire.

En février 2014, les deux entités avaient jeté les bases de cet effort commun en décidant d'établir un partenariat qui a été entériné par une lettre d'engagement conjoint.

La première priorité de ce plan d'action vise la promotion des normes et politiques, directives internationales, nationales et institutionnelles relatives à l'intégration du genre dans les programmes et projets humanitaires ainsi que dans les analyses genre. La seconde porte sur la consolidation de la collecte des données désagrégées par âge et par sexe. Enfin, la troisième vise à renforcer les capacités des acteurs humanitaires et le suivi de l'évaluation sensible au genre.

Pour rappel, la question du genre figure comme thématique transversale dans la stratégie du plan d'action humanitaire depuis 2006 en RDC. Dans l'optique de renforcer la prise en compte de l'égalité des sexes dans la réponse humanitaire, le Coordonnateur humanitaire avait déployé deux Conseillers en Genre de 2009 à 2014. Ceci a permis de renforcer l'importance accordée à l'égalité des sexes à différents niveaux de l'échelle humanitaire.

Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Aucun incident majeur susceptible de perturber significativement la situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa** et **dans les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo**, n'a été rapporté durant la semaine écoulée.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) poursuivent avec le soutien de la Force de la MONUSCO dans le cadre de l'opération dénommée **« Red Kite » (Cerf-volant Rouge)**, la traque des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), afin de mettre un terme à leur activisme.

Dans la province de Haut-Uélé, des éléments actifs des groupes armés, dont ceux de la LRA, sont constamment traqués par les troupes des FARDC soutenues par la Force onusienne, en vue de les neutraliser.

Le 31 janvier 2017, des éléments appartenant à deux (02) groupes armés non identifiés, ont tendu sans succès des embuscades à un (01) motocycliste transportant un malade vers le centre de santé de Ngilima (45 kilomètres

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

au Nord de Dungu), respectivement dans la localité de Napopo et dans la région située près de la rivière de Nabanda.

Alertées, les troupes de l'armée congolaise ont initié la traque de ces insurgés, dans le but de contrer leurs activités négatives.

En Ituri, l'armée congolaise poursuit sans relâche avec le soutien de la Force de la MONUSCO, ses activités militaires contre les éléments réfractaires du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et ceux d'autres groupes armés, auteurs de nouvelles exactions contre les populations civiles implantées dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu et de Mambasa.
Dans le territoire d'Irumu, les Forces onusienne et congolaise maintiennent sous leur contrôle effectif la situation sécuritaire, en dépit de l'activisme des éléments du FRPI.

Le 30 janvier 2017, des troupes d'intervention rapide des Forces onusienne et congolaise déployées promptement dans la localité d'Alimo, située à 7 kilomètres au Nord de Gety-Etat, ont capturé deux (02) éléments supposés appartenir au FRPI.

Le 31 janvier 2017, des éléments du FRPI ont fait incursion dans la localité de Bahura, située à 11 kilomètres au Nord-est d'Aveba.

Alertées, les troupes des FARDC sont intervenues rapidement. Elles ont engagé et repoussé les assaillants.

Le même jour, des troupes d'intervention rapide FARDC-MONUSCO-PNC (Police Nationale Congolaise) ont été promptement projetées dans la localité de Bugi, située à environ 1 kilomètre au Nord de Komanda, et appréhendé un (01) élément du FRPI en possession d'une arme AK-47, dont il se servait pour piller les populations civiles.

A la même date, des troupes des FARDC basées à Nyamavi, sont intervenues rapidement et ont repoussé vers la brousse des éléments supposés appartenir au FRPI, au cours d'une tentative de vol du bétail dans la région située près de la localité de Kombi, à 26 kilomètres à l'Est de Bogoro.

Le 1er février 2017, Des Casques bleus du bataillon Bangladais de la Force de la MONUSCO ont lancé conjointement avec les FARDC, des patrouilles intensives de domination de terrain dans la localité de Kamatsi, située à 5 kilomètres au Sud-est de Bukiringi, et repoussé un groupe d'éléments armés ayant volé du bétail dans la région voisine à la résidence du chef de groupement.

Le 3 février 2017, des troupes de la Force de la MONUSCO déployées rapidement dans la localité d'Ozoba, située à 5 kilomètres au Sud-ouest d'Aveba, ont mis un terme au pillage et fait avorter la tentative de viol d'une femme par des éléments supposés appartenir au FRPI.
Le même jour, l'armée congolaise a mené une opération dans la localité de Kigo, située à 8 kilomètres au Sud-est de Gety, engagé des éléments supposés appartenir au FRPI et tué trois (03) d'entre eux.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Le 4 février 2017, les militaires des FARDC ont mené des opérations dans les localités de Munobi et de Kilongi, situées respectivement à 14 et 5 kilomètres au Nord de Gety, dans le but d'éliminer la menace sécuritaire des insurgés du FRPI contre des camps des déplacés établis dans la zone, tué cinq (05) éléments de ce groupe armé et récupéré leurs armes.

Dans le territoire de Mambasa, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, demeure en alerte maximale, afin d'interdire toute activité négative perpétrée par les groupes armés contre les populations civiles.

Le 31 janvier 2017, des troupes de l'armée congolaise ont engagé des éléments armés non identifiés, ayant fait incursion dans la localité de Linzanza, située à 4 kilomètres à l'Est de Biakato.

Le 2 février 2017, des troupes des FARDC ont capturé un (01) élément du groupe Mayi-Mayi, au cours d'une patrouille intensive menée dans la localité de Mansange, située à 40 kilomètres au Sud de Mambasa-centre.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire demeure globalement tendue, volatile et imprévisible suite à l'activisme de différents groupes armés rapporté dans les territoires de cette province.

Toutefois, les Forces coalisées FARDC-MONUSCO maintiennent sous leur contrôle l'environnement sécuritaire dans cette partie du pays, par le biais d'intenses activités militaires menées contre les groupes armés actifs.

Dans le territoire de Beni, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, a renforcé sa présence militaire, dans le but de mettre un terme à l'activisme des éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) rapporté sur les axes majeurs de cette contrée.

A cet effet, depuis le 31 janvier 2017, les FARDC ont fourni des escortes à tous les passagers en déplacement sur l'axe Mbau-Kamango, dans le but de dissuader les attaques menées par des éléments de l'ADF contre les membres des Forces de Défense et de Sécurité congolaises, ainsi que les populations civiles ; mais de sécuriser également cette route.

Par ailleurs, une résurgence d'activisme des groupes armés a été rapportée pendant la période sous examen dans **les territoires de Rutshuru**, **Masisi** et **Walikale**, où les milices locales consolident leurs positions et forment entre elles de nouvelles alliances.

Ceci a été observé notamment **dans le territoire de Walikale**, où des éléments du groupe Mayi-Mayi Simba ont accru leurs activités négatives dans la localité de Baninga, située dans le groupement Wassa.

Dans le territoire de Rutshuru, l'armée congolaise soutenue par la Force de la MONUSCO, continue de fournir des efforts nécessaires en vue de mettre un terme à la résurgence d'activités négatives perpétrées par des groupes armés.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

En effet, des incidents liés aux pillages, kidnappings, attaques contre des centres d'enrôlement et meurtres, perpétrés par des miliciens, ont été rapportés dans ce territoire.

Ainsi, le 1er février 2017, des membres d'une équipe de télévision composée de trois journalistes internationaux (un Britannique, un Kenyan et un Italien), d'un chauffeur et d'un interprète, ont été attaqués par trois (03) éléments non identifiés, mais supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi, sur l'axe Kibirizi-Rwindi, qui ont pillé l'argent des journalistes et kidnappé le chauffeur et l'interprète.

Alertées, les troupes des FARDC et de la Force de la MONUSCO sont intervenues rapidement, et ont secouru les journalistes, qui ont été recueillis pour leur protection au poste opérationnel de la Force de la MONUSCO de Rwindi.

D'autres patrouilles d'investigation, de bouclage et de ratissage ont été déployées dans la zone, dans le but de traquer les assaillants, et de libérer les personnes kidnappées.
Dans la nuit du 1er au 2 février 2017, des éléments armés non identifiés ont attaqué, sans voler du matériel, les deux centres d'enrôlement de la localité de Kamira, située dans la région de Gigoro, chefferie de Bwisha, à 75 kilomètres au Nord-ouest de Rutshuru-centre.

La PNC a déployé des troupes dans la région, dans le but de restaurer l'ordre et la sécurité, mais également, de mener des investigations sur l'incident.

Le 2 février 2017, le président de l'organe interethnique communautaire dénommé "Baraza la Wazee", désigné récemment pour conduire le processus de réconciliation entre les communautés locales Hutu, Nande et Hunde, a été tué non loin de sa résidence dans la localité de Kikuku, par des éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi Nyatura.

A cet effet, les troupes des FARDC soutenues par la Force de la MONUSCO, ont initié des activités militaires visant à mettre un terme à l'activisme de ce groupe armé dans les différentes localités de ce territoire.

Le 2 février 2017, les troupes des FARDC ont engagé des éléments du groupe Mayi-Mayi Nyatura dans la localité de Singa, située à approximativement 2 kilomètres au Nord de Nyanzale, et tué un (01) insurgé.

Dans la nuit du 2 au 3 février 2017, un (01) élément du groupe Mayi-Mayi Nyatura a été tué par une patrouille FARDC-PNC, au cours d'une tentative d'incursion avec deux complices dans le camp de déplacés de Kihondo, situé près de Nyanzale.

Le 6 février 2017, les troupes des FARDC ont appréhendé deux (02) éléments supposés appartenir au groupe Mayi-Mayi, impliqués dans le meurtre d'un policier en déplacement vers Bwalanda, dans la région de Mutanda, située à approximativement 28 kilomètres au Nord-est de Nyanzale.

Dans le territoire de Masisi, l'armée congolaise a initié des opérations contre les groupes armés, dans le but de contrer la résurgence de leurs activités négatives.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04

Le 6 février 2017, les FARDC ont lancé une opération contre les groupes armés actifs autour de la localité de Kisimba, située à environ 4 kilomètres à l'Est de Kitshanga, dans le but de les neutraliser.

Au chapitre des redditions dans la province, du 1er février 2017 à ce jour, trois (03) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **deux (02) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)** et **un (01) de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS)**.

Au Sud-Kivu, l'armée congolaise maintient avec le soutien de la Force de la MONUSCO, la pression militaire sur les éléments réfractaires des groupes armés, en dépit de leur activisme.

Le 1er février 2017, les FARDC ont lancé des opérations contre les éléments du groupe May-Mayi, actifs sur l'axe Kahungwe-Rugeje-Kanga, et appréhendé au marché de Kahungwe, situé à 3 kilomètres à l'Ouest de Sange, deux (02) miliciens du groupe Mayi-Mayi faction "Karakara".

Ils ont été transférés pour leur prise en compte aux positions des FARDC, situées dans la localité de Kabunambo.

Le 2 février 2017, plusieurs éléments du groupe Mayi-Mayi Rahiya Mutomboki ont été tués et une (01) arme AK-47 récupérée, au cours d'attaque lancée contre des positions des FARDC situées dans la localité de Mulungu, à 25 kilomètres au Sud-ouest de Shabunda.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire demeure volatile et préoccupante, du fait du conflit interethnique entre les communautés Luba et Pygmée, mais également, des affrontements rapportés pendant la période sous examen entre les membres des ethnies Pygmée et Banyamulenge.

L'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, des actions appropriées visant à mettre un terme à ces conflits.
Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1552** patrouilles armées, dont **554** nocturnes, et fourni **83** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :
MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique :bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76
Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873
Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60
Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706
Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04